

Réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

« La crise financière mondiale compromet la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) à l'horizon 2015 et crée une situation d'urgence en matière de développement ». Telles sont les principales conclusions des réunions de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), qui se sont tenues les 25 et 26 avril à Washington. « La plupart des huit objectifs arrêtés au niveau mondial ont peu de chances d'être atteints, notamment ceux concernant la faim, la mortalité infantile et maternelle, l'éducation et la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres grandes maladies » ont souligné les institutions financières internationales dans leur [rapport de suivi mondial 2009](#) présenté à cette occasion. Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde devrait en effet dépasser le milliard au courant de l'année 2009, « ce qui réduit à néant les progrès accomplis dans la lutte contre la malnutrition et souligne l'urgence d'investir dans l'agriculture ».

Faisant suite aux décisions prises au début du mois par le G20 pour lutter contre les effets de la crise ([Lettre hebdo n°251](#)), la Banque mondiale a annoncé qu'elle investirait 45 milliards de dollars dans le renforcement des infrastructures des pays en développement au cours des trois prochaines années, et qu'elle consacrerait en 2009 sept milliards de dollars à la santé et à l'éducation dans les pays pauvres. Elle a également déclaré qu'elle porterait à 2 milliards de dollars le budget du fonds spécial pour la crise alimentaire. Créé en mai 2008 et initialement doté de 1,2 milliards de dollars, ce fonds soutient « des programmes de protection sociale, tels que des plans pour l'emploi, la fourniture de rations supplémentaires et de micronutriments pour les mères et leurs enfants, ainsi que des programmes nutritionnels dans les écoles pour les plus vulnérables » et apporte une aide aux petits producteurs en fournissant semences et fertilisants et en améliorant l'irrigation. Dans le même temps, la Banque va multiplier les prêts pour le secteur agro-alimentaire et le développement rural, l'ensemble de ces initiatives constituant son Plan d'action pour l'agriculture. « Le soutien du Groupe de la Banque mondiale à ce secteur passera de 4 milliards de dollars en 2008 à 12 milliards de dollars au cours des deux prochaines années afin de contribuer à une sécurité et une sûreté alimentaires vitales » a ainsi déclaré Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale.

Les prix agricoles restent élevés et menacent la sécurité alimentaire

Dans son rapport « [Perspectives de récoltes et situation alimentaire](#) », publié le 23 avril à Rome, l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) indique que « malgré de meilleures disponibilités cérésières, 32 pays sont encore victimes d'urgences alimentaires dans le monde », notamment en raison de « prix alimentaires qui restent élevés dans les pays en développement ». Dans plus de quarante pays, objets d'une étude de l'organisation onusienne, les prix actuels sont plus élevés qu'il y a un an. En Afrique subsaharienne où, selon la FAO, la situation est particulièrement préoccupante, les prix du riz, du maïs, du mil et du sorgho, combinés à de mauvaises récoltes et à la persistance de conflits dans certaines régions du continent, menacent la sécurité alimentaire de millions de personnes. C'est le cas au Soudan, au Zimbabwe et en Somalie. Dans d'autres régions du monde, en Afghanistan, au Sri Lanka, au Myanmar et en République démocratique populaire de Corée, l'insécurité alimentaire est aussi chronique. Dans un tel contexte, la FAO souligne que « les plus touchés sont les citoyens pauvres et les petits agriculteurs qui dépendent du marché pour l'accès à la nourriture. En outre, la récession mondiale prive les ménages vulnérables des envois de fonds de l'étranger, souvent déterminants pour maintenir les niveaux de consommation alimentaire ».

Un nouveau président pour diriger les négociations agricoles à l'OMC

David Walker, l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), devient le nouveau président du comité des négociations agricoles de l'OMC. Il remplace Crawford Falconer, un autre Néozélandais, qui occupe maintenant le poste de secrétaire adjoint du ministère des affaires étrangères et du commerce de Nouvelle-Zélande. M. Walker tentera de redynamiser les négociations agricoles du cycle de Doha qui focalisent les débats sur la libéralisation du commerce mondiale depuis plus de sept ans.

A Genève, devant les délégations des pays membres de l'OMC, Pascal Lamy, le directeur général de l'institution, a répété son appel à la « vigilance » face au risque de multiplication des mesures protectionnistes. Il a souligné qu'un suivi rapproché des nouvelles politiques commerciales des pays membres était un moyen important pour éviter de telles mesures.

Sources : AFP, Banque mondiale, ICTSD, FAO, FMI, OMC, Reuters.